



Yaoundé soutient mordicus qu'aucune réunion n'est programmée sur le Cameroun aux Nations, mais des sources généralement bien introduites indiquent que le pays de Paul Biya sera sur le banc des accusés le 13 mai prochain au conseil de sécurité des Nations Unis.

Le lanceur d'alerte et activiste politique Boris Bertolt, dans une publication intitulée « **Les Etats Unis vont durcir le ton face à Paul Biya** » révèle que la Mission permanente des Etats-Unis aux Nations Unies a demandé une réunion sur le Cameroun, et elle aura lieu à 15 heures, heure de New-York le 13 mai 2018 à la Conference Room One du siège des Nations Unies.

A cet effet, une nouvelle résolution vient d'être déposée sur la table des députés américains. 237 actu.com vous dévoile les 7 points.

1- Condamnent fermement les abus commis dans la zone anglophone par le gouvernement et les forces armées parmi lesquels les tueries et exécutions extra-judiciaires ; l'utilisation de la force contre les civils et manifestants ; les violations de la liberté de la presse, d'expression et de rassemblement.

2- Affirme que les Etats-Unis continuent de tenir le gouvernement camerounais pour responsable de la protection des droits de tous les citoyens en dépit de leurs orientations

politiques, croyance et de la région dans laquelle ils se trouvent en vertu des lois internationales ratifiées par le Cameroun et la constitution camerounaise.

3- Appelle toutes les parties à la retenue et qu'elles s'assurent que les manifestations se déroulent pacifiquement.

4- Invite le gouvernement à initier un dialogue sans conditions ; de respecter les droits fondamentaux des citoyens camerounais, des activistes politiques et des journalistes ; s'assurer que toutes les opérations sécuritaires sont en conformité avec les standards internationaux des droits de l'homme ; D'enquêter sur les accusations de violations des droits de l'homme perpétrés dans la zone ; libérer les prisonniers anglophones aux arrêts ; mettre fin aux détentions arbitraires ; aux disparitions ; à la torture et aux conditions de détentions inhumaines.

5- La libération des leaders du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun et de toutes les autres personnes arrêtées. S'assurer qu'ils puissent participer aux prochaines élections parlementaires, municipales et régionales. 6- Relâcher les leaders de la société civiles, les prisonniers politiques, les journalistes, les syndicalistes, les enseignants arbitrairement détenus sans jugement et sans charges.

7- S'assurer que la loi antiterroriste est uniquement utilisée pour des crimes qui sont considérés comme des actes de terrorisme en vertu des standards internationaux et d'arrêter d'utiliser cette loi pour sanctionner les activités qui sont protégées lois nationales et internationales.